

Quelle vision la France porte-t-elle aujourd'hui pour l'Europe ?

NATHALIE LOISEAU¹

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN² : Vous servez sous l'autorité d'un président résolument pro-européen. Jamais sans doute un chef d'État de la V^e République n'avait autant fait campagne en défendant l'idée d'un approfondissement de la construction européenne. C'est une bonne chose car beaucoup d'attentes se sont exprimées en France à l'égard de l'Europe : réduire les inégalités, assumer le devoir d'hospitalité, intégrer les jeunes dans le monde du travail, défendre l'Europe dans le monde. Pouvez-vous nous dire quelle est la direction suivie par le président de la République et le gouvernement, quels sont vos objectifs et quels sont les effets attendus pour les gens ?

NATHALIE LOISEAU : C'est avec grand plaisir que je suis parmi vous pour cette 92^e session annuelle des Semaines sociales de France – session que vous avez eu l'excellente intuition de consacrer à l'Europe. Je voudrais vous remercier d'avoir choisi ce thème car on entend souvent dire que l'Europe n'intéresse personne, vous êtes la preuve vivante du contraire et je m'en réjouis. Je suis tout particulièrement honorée d'avoir été invitée à m'exprimer devant une session des Semaines sociales de France, une institution plus que centenaire dont les réflexions ont inspiré bien des avancées sociales déterminantes pour notre pays.

1 Nathalie Loiseau est ministre auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée des Affaires européennes.

2 Jean-Christophe Ploquin, rédacteur en chef à *La Croix*, présidait la séance.

Ce n'est pas la première fois que vous parlez d'Europe, je le sais. Mais en 2017, le moment me semble particulièrement bien choisi pour renouveler et revivifier nos échanges sur la question européenne, quelques semaines seulement après le discours du président de la République à la Sorbonne, où il a présenté les contours de l'initiative européenne que la France porte en faveur d'une « Europe souveraine, unie, démocratique ». Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Nos concitoyens sont profondément attachés, dans leur majorité, à la construction européenne. Pour autant, des inquiétudes se sont manifestées depuis des années, en France comme dans de nombreux pays européens, quant à l'évolution d'un projet européen souvent mal compris et parfois mal accepté. L'Europe est aujourd'hui perçue comme trop lointaine et technocratique, incapable de rendre intelligibles ses décisions comme ses instruments de légitimité démocratique. Elle suscite au mieux une forme d'indifférence résignée, au pire une réaction de rejet qui ne peut qu'aggraver la situation.

Les angoisses – parfois légitimes – de nos concitoyens vont – à mon sens – bien au-delà de la question européenne. Je suis frappée d'une forme de déclinisme qui règne dans nos pays. Nulle part ailleurs dans le monde le nombre de citoyens qui estiment que leur pays est en déclin n'est aussi haut. Une étude d'opinion (Yougov, novembre 2016) faisait apparaître des chiffres inquiétants : en Italie, 73 % des personnes interrogées pensaient que leur pays est en déclin, ils étaient 67 % à penser de même dans l'Hexagone... Cette perception que « cela va toujours plus mal » et que l'avenir de nos enfants sera pire fait certainement le lit du populisme plus sûrement que les nouvelles économiques. Ce déclinisme est un pessimisme et la France, d'après les enquêtes, en est malheureusement une des championnes.

Pour autant, certaines critiques à l'égard de l'Europe comportent une part de vérité. Vous serez peut-être surpris d'entendre cela de la bouche d'une ministre chargée des Affaires européennes. Mais ce n'est pas parce que nous aimons l'Europe qu'on doit s'interdire une critique lucide pour mieux la refonder, bien au contraire. Avons-nous assez dit ce que l'Union européenne rendait possible, ce qu'elle apportait concrètement à nos concitoyens ? Avons-nous assez dit qu'elle doit se réformer, se refonder comme le dit le président de la République ? Je ne le crois pas.

Depuis quinze ans, des forces centrifuges traversent le continent. Elles ont atteint leur paroxysme avec la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, il y a un peu plus d'un an. Certes, les partis populistes ont perdu aux Pays-Bas comme en France, mais ils réalisent des scores élevés et devraient participer à la coalition gouvernementale en Autriche. Aujourd'hui, une profonde crise politique secoue la Catalogne, – tout cela, même si les causes de ces différents phénomènes sont bien différentes, nous commande d'agir. Nous devons retenir une leçon du Brexit : c'est que le projet européen est profondément menacé lorsqu'il suscite l'incompréhension des peuples.

Ce que les citoyens nous demandent, c'est une Europe plus simple, plus efficace, plus transparente et qui prenne en considération leurs véritables aspirations. Certaines de ces attentes sont apparues très clairement en France : la volonté d'être mieux protégés par exemple, dans un monde caractérisé par une perte de repères, une instabilité croissante, y compris dans notre voisinage immédiat, et une mondialisation qui se traduit par une forte concurrence économique, des tensions commerciales et des inégalités persistantes.

C'est la raison pour laquelle le président de la République a fait de cette notion d'Europe qui protège le cœur de sa démarche. Non dans une optique de protectionnisme ou de repli, mais, au contraire, pour donner à l'Europe la capacité et la volonté de porter haut et fort nos intérêts et nos valeurs et d'affirmer sa souveraineté et sa liberté. L'enjeu est aujourd'hui de démontrer par la preuve aux Européens, et en particulier aux Français, que leur sécurité, leurs valeurs et le modèle social et économique auquel ils sont attachés ne sont pas menacés, mais au contraire renforcés par l'Union européenne. C'est à l'échelle européenne, et à l'échelle européenne seulement, que nous pourrions mieux réguler la mondialisation, en mobilisant le dynamisme d'un continent plus prospère, plus pacifique, plus ouvert que tous les autres.

Que faire ? Et quel chemin emprunter ?

Un sursaut, une véritable refondation du projet européen sont indispensables. C'est ce que le président de la République a exprimé avec force d'abord à Athènes le 7 septembre 2017, puis à la Sorbonne le 26 septembre en fixant à notre gouvernement un cap et en proposant une vision. Ce discours est le point de départ d'un processus qui ne fait que commencer et dont l'objectif est de réconcilier les Français et tous les Européens avec la construction européenne en rendant l'Europe plus simple, plus efficace, plus transparente, plus protectrice. La vision française se décline en trois grandes priorités : une Europe souveraine, unie et démocratique.

Une Europe souveraine, c'est une Europe qui permet plus de sécurité, la stabilisation de son voisinage, la maîtrise des flux migratoires, une transition écologique efficace et équitable, la transformation de l'Union européenne en véritable puissance d'innovation, notamment sur le plan numérique, et enfin la consolidation de notre puissance économique et monétaire. Sur tous ces champs, le président de la République a mis sur la table des propositions très concrètes, comme le projet de créer un véritable « Office européen de l'asile », afin de traiter dignement et en cohérence ceux dont la demande de protection mérite d'être considérée, ou bien encore la création d'une « Agence européenne pour l'innovation de rupture » pour ne plus subir la révolution numérique, mais en être des acteurs performants et lucides.

Au-delà, il convient également d'agir pour préserver l'unité de l'Europe, ce qui nécessite d'aller vers une convergence sociale et fiscale accrue, mais qui passe aussi

par une ambition renforcée dans le domaine culturel et dans les échanges entre jeunes européens, étudiants et apprentis en particulier, mais aussi dès lors qu'ils sont déjà lycéens. Erasmus est un formidable succès pour les étudiants, mais il faut aller plus loin. Le président a défini un objectif très ambitieux puisque nous voulons qu'en 2024 la moitié d'une classe d'âge en Europe ait passé au moins 6 mois dans un autre pays européen. Enfin, la démocratie est au cœur du projet européen. J'y reviendrai.

Dans l'équipe gouvernementale qui porte cette ambition, je souhaite travailler sans relâche, pour apporter des réponses concrètes aux interrogations et aux critiques à l'égard de l'Europe. Pour apporter la preuve tangible qu'une Europe efficace, forte et transparente est possible. Les citoyens européens sont comme Saint-Thomas : ils croient ce qu'ils voient. Ils ont raison. Le travail a déjà commencé. Et les premiers résultats sont là. Preuve en est : l'accord trouvé au Conseil, le 23 octobre 2017, pour revoir la directive détachement des travailleurs. Après des années de blocage, nous avons trouvé une majorité qualifiée réunissant des pays de toutes les parties de l'Europe pour empêcher le dumping social, contre cette fatalité qui voulait qu'il y ait sur notre continent des travailleurs de deuxième classe, des travailleurs *low cost*. Il faut lutter contre la fraude, assurer une vraie convergence sociale au profit de tous les travailleurs en Europe. Un engagement déterminé dans la négociation a permis d'obtenir des résultats et de dégager un accord ambitieux, y compris avec des partenaires d'Europe de l'Est dont on avait dit que jamais ils ne seraient réceptifs à nos idées et à nos convictions. Ensemble, ce sont tous les travailleurs de l'Union européenne que nous avons réussi à faire gagner. C'est donc possible.

Notre travail a également abouti dans un autre domaine dans lequel nos concitoyens expriment avec constance des attentes fortes à l'égard de notre Union : la sécurité et la défense. Le 13 novembre dernier, vingt-trois pays de l'Union européenne se sont engagés à renforcer leur coopération dans le domaine militaire, ce qui nous permettra d'être plus ambitieux financièrement, mais aussi pour agir ensemble en opérations. Nous travaillons aussi à la mise en place d'un fonds européen de défense pour des projets de recherche et de développement en commun de capacités militaires, avec l'appui financier de la Commission européenne. Deux ans après les attentats du Bataclan, trois ans après la crise de Crimée, l'Europe de la défense commence à prendre forme, cette Europe dont on avait tant parlé depuis tant de décennies, alors que l'on prenait la paix pour acquise, mais que ce continent ne voulait pas se donner les moyens de son autonomie et de sa défense. Ce sont des premières percées, il reste encore beaucoup à faire, mais ces percées sont incontestables, nous devons les nourrir et les renforcer.

Les chantiers en cours

Ils sont nombreux et divers – je ne peux tous les évoquer. Mais laissez-moi ici citer certains d'entre eux. Je vous ai parlé d'une « Europe de la défense » au service

de la paix entre nos peuples et pour nos peuples. Aux côtés de la paix, le progrès et la prospérité partagée sont les autres grandes promesses de la construction européenne et nous devons les honorer. Cela passe notamment par la nécessité de faire de l'Europe une véritable puissance économique et pas seulement monétaire, dont la zone euro sera le cœur. Le gouvernement porte une ambition forte pour la zone euro, avec notamment la finalisation de l'union bancaire, la mise en place d'une union des capitaux et, à terme, un budget de la zone euro. Il s'agit de renforcer ce cœur de l'Europe pour mieux nous garantir contre de prochaines crises financières, pour aider les membres de la zone à stabiliser leur situation économique lorsque c'est nécessaire et à investir davantage dans leurs économies. Il s'agit d'une réponse pragmatique face à un constat simple : aujourd'hui les économies des membres de la zone euro ne convergent pas assez, nous avons donc besoin de davantage d'investissements dans des infrastructures communes de transport, d'énergie ou du numérique – nous le faisons déjà, certes, mais il faut soutenir cet effort.

Il faut aussi développer des biens communs tels que la sécurité ou la transition numérique. Nous devons fondamentalement tirer les leçons de la crise de la zone euro, particulièrement de ce qu'a vécu un pays comme la Grèce. Certes il renoue avec la croissance, certes la zone euro n'a pas explosé, mais gardons-nous de nous contenter de ce satisfecit. Les populations ont souffert, des décisions ont été prises dans la précipitation, parfois sans grande cohérence, et surtout loin du contrôle démocratique des peuples. Les ressources de ce budget commun devront être résolument européennes, comme une taxe européenne dans le domaine numérique ou bien encore de l'environnement, comme évoqué par le Président, et à plus long terme, d'y consacrer, par exemple, une fraction de l'impôt sur les sociétés, une fois que celui-ci aura été harmonisé.

Une Europe forte, c'est aussi une Europe qui, loin de tout protectionnisme mais aussi de toute naïveté, sera capable de rénover sa politique commerciale. N'oublions pas que nous sommes l'espace de prospérité le plus ouvert au monde. On sait les débats qu'ont suscités en France, mais pas uniquement, le CETA avec le Canada ou le projet d'accord avec les États-Unis. Nos concitoyens ont eu l'impression que l'Europe bradait ses normes. Ce n'est pas le cas. Mais en effet, les accords à venir devront être plus complets que ne l'est le CETA et avoir l'ambition d'être des accords climatiques. Les négociations commerciales ne peuvent plus être menées portes fermées, elles doivent être transparentes et toujours viser l'objectif de davantage de convergence avec les pays extérieurs à l'Union européenne, convergence environnementale, sociale, vers le haut, bien entendu.

Parce qu'une puissance doit définir ses intérêts stratégiques, la souveraineté de l'Europe passe également par la sauvegarde de ses intérêts économiques majeurs. À notre demande, la Commission a proposé un cadre commun pour la surveillance des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques au sein de l'Union ou venant

d'investisseurs sensibles. Une coordination européenne est indispensable dans un marché unique. Préserver et soutenir des emplois durables et porteurs en France et en Europe pour nos concitoyens passe notamment par la préservation de la compétitivité industrielle européenne.

Enfin, une Europe forte, c'est aussi une Europe à l'avant-garde des défis de notre temps, et en premier lieu l'indispensable transition écologique. Nous sommes les gardiens et les promoteurs de l'accord de Paris sur le climat, nous devons traduire cette mise en œuvre, concrètement, dans toutes nos politiques. C'est une immense transformation qui est devant nous, mais aussi une immense opportunité. Emmanuel Macron s'est une nouvelle fois déclaré favorable à un prix plancher de la tonne de CO₂ à 30 € et il a plaidé pour une taxe aux frontières de l'Europe pour les produits venant de pays ne respectant pas les mêmes ambitions environnementales que nous.

Dans le domaine de la transformation numérique, l'Europe doit instaurer davantage d'équité et de confiance. Dans un monde ouvert comme le nôtre et en rapide évolution, la concurrence doit être loyale. Cela nécessite donc d'adapter nos systèmes fiscaux. Nous ne pouvons en effet pas accepter que pour la même activité en Europe des acteurs européens soient taxés alors que d'autres ne le sont pas, ou bien encore que les GAFA viennent concurrencer des acteurs de l'économie traditionnelle sans s'acquitter de l'effort de solidarité que représente le paiement de l'impôt. Les entreprises du numérique doivent mettre l'équité au cœur de leur activité pour garantir que la société soit servie par la technologie et non l'inverse. C'est dans cette logique que la France a présenté, avec l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, une proposition de taxation de la valeur créée, là où elle est produite. Cette proposition est déjà soutenue par 19 États membres.

J'ai beaucoup parlé sécurité, défense, économie et emplois. Mais ne tombons pas dans la caricature de l'Union européenne uniquement guidée par les forces du marché et oubliant de protéger ses citoyens les plus fragiles. Les défis à relever en matière de lutte contre la pauvreté sont immenses, même sur notre continent si prospère. L'Union européenne a un grand rôle à jouer. Je veux rappeler la contribution essentielle du Fonds européen d'aide au plus démunis, qui soutient des organisations que les Français connaissent bien et dont ils apprécient l'action, comme les « Restos du cœur » mais également le Secours populaire français, la Croix-Rouge française et la Fédération française des banques alimentaires. Les financements de ce fonds représentent de l'ordre du quart des repas distribués par les Restos du cœur, mais qui le sait ? Nous restons très attachés à ce dispositif européen qui a fait ses preuves. Enfin nous devons, après le Sommet de Göteborg de novembre 2017, aller au-delà de la proclamation sur le socle des droits sociaux européens, proclamation qui était nécessaire mais qu'il faut maintenant traduire en actes en avançant rapidement sur des normes communes. Nous avons déjà de premiers projets autour de la généralisation des congés parentaux ou congés aux aidants, mais nous devons être plus

ambitieux et travailler, par exemple, à un salaire minimum européen et, là encore, accélérer la convergence sociale de notre continent, par le haut.

Il m'est impossible de passer en revue tous les sujets sur lesquels nous travaillons afin de vous apporter les réponses que vous attendez et que vous méritez. En paraphrasant Pierre Reverdy, je dirais : « Il n'y a pas d'Europe, il n'y a que des preuves d'Europe. » De premiers résultats sont déjà là. De prochains suivront. Nous ne nous arrêterons pas là. J'espère avoir réussi à partager avec vous ma détermination à faire aboutir concrètement les priorités que notre gouvernement s'est fixées. Une nouvelle page de l'histoire européenne est en train de s'écrire.

Il est légitime que ces propositions suscitent le débat : c'est le signe de la vitalité de la démocratie en France et en Europe. Et c'est justement pour cela que nous appelons à une phase de discussion avec l'ensemble de la société civile européenne à travers l'organisation, en 2018, de conventions démocratiques en France, comme dans les autres États membres de l'Union européenne qui souhaiteront participer, pour redonner la parole aux citoyens, à tous les citoyens, à travers tous les territoires, quelles que soient leur catégorie socio-professionnelle ou leur tranche d'âge, y compris et surtout à ceux que l'Europe n'a pas su convaincre. Longtemps, nos dirigeants ont pensé pouvoir faire l'Europe sans nous, sans les peuples, c'était une erreur. Votre session de 2017 est, à mes yeux, une contribution riche et précieuse pour laquelle je vous suis profondément reconnaissante. Et j'espère, le moment venu, pouvoir compter sur votre soutien pour contribuer à l'organisation d'événements dans le cadre de ces conventions démocratiques qui se dérouleront en 2018. Car ce sont bien souvent des réseaux ou des associations présentes sur le terrain qui ont maintenu la flamme européenne, informant, orientant, mobilisant tous ceux qui n'écoutent pas le chant des sirènes populistes et déclinistes et qui continuent à croire au beau projet qu'est la construction européenne.

Permettez-moi enfin, de partager avec vous la fierté immense que je ressens en tant que membre du gouvernement et européenne convaincue, que la France soit à nouveau au cœur du débat européen. Notre place n'est nulle part ailleurs. Mon message est résolument un message d'espérance. Bien sûr il y aura des difficultés, des résistances, mais n'oublions jamais que toute l'histoire de la construction européenne, c'est d'être capable de dépasser les blocages et les peurs.

Débat

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN : Merci de cette intervention qui nous a permis de constater combien les sujets traités par l'Europe balaient presque tout le champ de nos activités. Nous sommes loin de la Politique agricole commune qui focalisait notre attention pendant des sommets interminables dans les années 80. La PAC existe toujours,

mais bien d'autres sujets relèvent désormais de la compétence de l'Union européenne ou la partagent avec les États. Merci de ce vaste tour d'horizon qui a montré dans quelle direction le président de la République entend emmener la France en Europe et emmener l'Europe avec la France.

TABLE DES QUESTIONS¹ : *On sent dans la salle une forte implication dans les débats autour de l'immigration, de la présence de l'islam. Il y des inquiétudes, il y a aussi un regard positif, mais mitigé.*

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN : Je relaie l'interpellation très vigoureuse de Véronique Fayet qui mettait en garde l'Europe sur le fait qu'elle risquait de perdre le sens de l'hospitalité sur la question des migrants.

NATHALIE LOISEAU : En 2015, l'Europe a vu affluer sur son continent plus d'un million de demandeurs d'asile, situation inconnue jusqu'alors, face à laquelle l'Europe s'est montrée désunie et démunie. Elle a accueilli ces migrants. Les a-t-elle bien accueillis ? Non. A-t-elle été à la hauteur de l'enjeu ? Non. L'Allemagne a été très généreuse. D'autres pays ne l'ont pas été. Le nôtre ne l'a pas particulièrement été. Chaque pays s'est crispé sur sa politique nationale, ses critères pour, notamment, l'attribution du droit d'asile. Aujourd'hui, il y a moins de migrants qui viennent vers l'Union européenne parce que nous avons passé un accord avec la Turquie. C'est le moment de travailler ensemble à une politique digne et efficace. Pour être digne, il convient de mettre en place des procédures d'examen des demandes d'asile qui soient harmonisées à travers l'Union européenne, qu'on traite de la même façon des ressortissants des mêmes pays, pour les mêmes raisons, et que les procédures soient infiniment plus rapides. Il n'est pas normal d'attendre 24 mois pour avoir un statut de réfugié dans un pays comme la France. Nous devons aussi être plus solidaires avec les pays qui accueillent les premiers les flots de migrants, la Grèce et l'Italie principalement. Des choses ont été faites, il y a une forme de solidarité européenne qui s'exprime, des fonds européens sont versés, des experts viennent travailler en Italie et en Grèce pour interviewer les migrants et savoir d'où ils viennent, quelle a été leur trajectoire. Tout cela est encore insuffisant et nous sommes en train de travailler sur un grand nombre de propositions législatives, sept blocs de futures lois européennes pour tenter d'harmoniser les choses. C'est difficile parce que tout le monde n'a pas la même conception de la solidarité, parce que certains, notamment à l'est de l'Europe, nous renvoient, assez cyniquement, à notre histoire coloniale, disant que c'est le résultat de notre politique et qu'ils n'ont rien à voir avec tout ça. Ce n'est pas acceptable.

1 Pierre Yves Le Priol et Paul Malartre relayaient les questions de la salle.

– *Certains, exaspérés par les prudences et les atermoiements d'une partie de l'Europe centrale – citant la Pologne ou la Hongrie –, se demandent s'il ne faudrait-il pas, après le Brexit, avoir des formules d'exclusion de l'Europe.*

NATHALIE LOISEAU : Certainement pas. L'histoire de la construction européenne s'est faite sur la réconciliation franco-allemande, mais aussi, dans ma génération, dans les années 80, avec cet idéal de réunifier l'Europe, et de ne pas laisser une partie du continent souffrir de manque de liberté, de manque de démocratie et d'oppression. Et nous y sommes parvenus. L'entrée des pays de l'Est dans l'Union européenne est un accomplissement formidable. Est-ce facile ? Est-ce que nos cultures, politiques notamment, sont tout à fait similaires ? La réalité nous oblige à dire que ce n'est pas toujours le cas. Nous avons un dialogue étroit avec un certain nombre de pays avec lesquels nous avons des points de convergence. Je parlais des travailleurs détachés. On nous avait dit qu'il y aurait une division automatique entre l'est et l'ouest de l'Europe. La réalité est que des pays comme la Roumanie, la Bulgarie, la République tchèque, la Slovaquie ont voté pour une réforme ambitieuse. Il n'y a donc pas de fatalisme. Il ne faut pas d'exclusion, surtout pas, n'allons pas détricoter ce que l'Europe a su faire. Il faut un dialogue exigeant.

Il y a un domaine dans lequel il ne peut pas y avoir une Europe à deux vitesses : celui de la démocratie et de l'État de droit. Quand on est membre de l'Union européenne, c'est qu'on a fait le choix des valeurs démocratiques et de l'État de droit. Lorsque qu'un pays dérive par rapport à ce choix, nous en parlons avec lui, nous dialoguons avec lui. Peut-être devrions-nous demain conditionner une partie des fonds versés au respect des valeurs démocratiques et de l'État de droit. Nous avons bien un « semestre européen » pour décider si nous sommes dans les clous en matière de politique budgétaire. Pourquoi n'aurions-nous pas un semestre européen vérifiant que nous sommes dans les clous de la démocratie et de l'état de droit ?

– *Madame la ministre, où en êtes-vous de vos premiers contacts avec vos homologues allemands, comment cela se passe-t-il ?*

NATHALIE LOISEAU : Nous avons parfois eu une vision faussée de l'Europe. L'Europe, ce n'est pas la France en grand. Convaincre, partager, faire des compromis avec nos partenaires, c'est là l'essence du projet européen. Pour faire avancer les idées en Europe, le moteur franco-allemand est indispensable. Il est parfois contesté par d'autres États européens, quand il marche trop vite ou quand il est en panne. C'est quand la France et l'Allemagne se mettent d'accord pour pousser une idée qu'elles arrivent à agréger autour d'elle d'autres États membres. La taxation des GAFA, c'est un projet franco-allemand, la coopération en matière d'Europe de la défense, c'est aussi un projet franco-allemand auquel d'autres pays se sont ralliés. Ces projets sont

nés à l'été 2017, en pleine campagne électorale allemande. Certains, toujours les mêmes, les sceptiques, disaient: « N'essayez pas, l'Allemagne a la tête ailleurs, vous ne pourrez pas avancer avec elle. » Et chaque fois l'Allemagne, profondément européenne, était au rendez-vous, même pendant la négociation difficile de son contrat de coalition. Angela Merkel, qui est une grande européenne, a certainement envie de laisser sa trace dans l'histoire et nous dialoguons avec elle chaque semaine à minima. Je me suis rendue à Berlin pour voir des représentants des membres de la future coalition, expliquer nos idées, entendre les leurs. Il y a beaucoup de sujets sur lesquels nous sommes parfaitement en phase, alors que sur l'union économique et monétaire, il y a une certaine réserve allemande, ce qui n'est pas nouveau. On l'a vu lors de la crise de la zone euro, la peur que le bon élève, l'Allemagne, soit forcé de venir en aide aux mauvais élèves, ceux qui auraient laissé filer leurs déficits et leur dette. On parle de regards qui peuvent être différents. La France est aujourd'hui plus crédible puisqu'elle a décidé de respecter les critères de Maastricht – qu'elle avait elle-même contribué à forger. Cela rend la conversation différente. Nous sommes prêts à faire des efforts avant d'en parler aux autres, ce qui change beaucoup de choses sur le regard que les Allemands portent sur nos positions.

– *Une petite suggestion, ne pourrait-on pas, plutôt qu'un made in France, avoir des produits made in Europe ?*

NATHALIE LOISEAU : *Made in Europe ou made in France, pourquoi pas les deux ? De la même manière que la souveraineté est nationale et doit aussi être européenne, mais, attention, l'un ne se fond pas dans l'autre. Avoir une vision européenne, mettre en place des champions européens, comme on a su le faire avec Airbus, Ariane, comme on essaie de le faire aujourd'hui avec le naval, avec Alstom, c'est ce qui nous placera en position de force dans une compétition mondiale alors que si nous nous réfugions derrière nos frontières nationales, nous sommes peu de choses.*

– *Nous pointons trois champs qui préoccupent l'assistance. Où en sommes-nous d'une politique européenne dans le domaine de l'énergie, du climat, dans le domaine social et dans celui de la culture ? On peut relever une sorte de décalage avec une Europe qui a fait rêver une génération, celle qui a assisté aux premiers pas de l'Europe dans les années 50, fondée sur des valeurs transcendantes qui pouvaient fédérer. Est-ce que la compilation de traités, une armée de fonctionnaires qui justifient leurs exigences par des codifications de normes inutiles ou absurdes, est-ce que le fait que les instances ne sont pas élues démocratiquement n'expliqueraient pas le recul, sinon le rejet qui ne peuvent pas être seulement le fait de citoyens à l'univers rétréci ? L'Europe pourra-t-elle encore nous faire rêver ?*

NATHALIE LOISEAU : Cela montre à quel point l'Europe est face à un défi qu'elle n'a pas su relever jusqu'à présent, c'est-à-dire communiquer sur ce qu'elle fait et expliquer à quoi elle sert au-delà de cette impression technocratique qu'elle diffuse. Les fondateurs ont travaillé à la paix sur le continent puis à élargir à des pays qui sortaient de dictatures, il ne faut pas l'oublier : Espagne, Portugal, Grèce, pays de l'Est. Si nous-mêmes ne sommes pas toujours conscients du rêve européen que nous portons, regardons tous les pays qui sont candidats à l'adhésion à l'Union européenne et pour qui c'est un projet essentiel, les Balkans par exemple. Regardons tous ces hommes et ces femmes qui risquent leur vie pour rejoindre l'Europe. Ils ne risquent pas leur vie pour aller dans les pays émergents, parfois à la mode ou qui nous impressionnent, c'est pour aller en Europe qu'ils tentent le tout pour le tout, parce que nous sommes un espace unique au monde, qui conçoit en même temps l'importance de la liberté individuelle, de l'esprit d'entreprise et de la solidarité. Nulle part ailleurs au monde, vous ne trouvez ces trois valeurs portées en même temps et au même niveau. Ceux qui rêvent d'entrer dans l'Union européenne, collectivement ou individuellement, ne s'y trompent pas.

Donc voyons ce dont nous sommes capables. On parle de l'Europe des normes et il est de bon ton de considérer que l'Europe se mêle de ce qui ne la regarde pas et complique la vie de nos concitoyens. C'est parfois vrai, mais c'est aussi parfois chaque État membre qui utilise son génie national – et le génie national normatif français est sans compétition – pour en rajouter sur la transposition et la sur-transposition des normes. Je pense à la Politique agricole commune, qui est une très belle politique – nourrir la population et transformer le modèle agricole vers une agriculture durable – mais quand vous confiez ce magnifique projet à des gens très intelligents, vous arrivez parfois à des propositions qui sont très difficiles à appliquer, ce qui fait qu'au bout de la chaîne, les agriculteurs français ne sont pas les meilleurs avocats de la PAC. Il faut en prendre acte.

Concernant les normes européennes, quel est l'endroit au monde où on a su réglementer la protection des données personnelles ? C'est en Europe et nulle part ailleurs. Dans la première période de la révolution numérique, la liberté, la créativité, la gratuité ont créé une sorte d'utopie qui faisait rêver tout un chacun. En rêvant, nous n'avons pas tout à fait vu venir que nos données personnelles étaient devenues un bien de consommation et d'échange. Nous cliquons sur des conditions générales d'utilisation sans en lire une ligne et nous laissons partir nos données sans savoir ni où ni comment. Les grands acteurs de l'Internet trouvaient notre naïveté charmante et bien arrangeante. Un jour, c'est parti du parlement européen, d'un jeune député vert allemand qui a dit que ce n'était pas possible qu'on continue à laisser utiliser nos données personnelles sans réflexion. Il a mené campagne et mis en place une proposition de règlement. Il s'est heurté à une mobilisation débridée des lobbies, mais il a eu gain de cause et il a convaincu le Conseil. En avril 2018 entrera en vigueur le

règlement sur la protection des données personnelles qui, aujourd'hui, sert partout de référence dans le monde. Alors, évitons de nous jeter nous-mêmes la pierre. Si demain nous parvenons à un accord sur la sortie du glyphosate, nous pourrions être fiers de nous dire que l'Europe la première prend en considération la santé et la sécurité des consommateurs et des agriculteurs.

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN : Quand Jacques Delors parle de donner une âme à l'Europe, pour vous, catholique, croyante, comment ça parle ? Faut-il attendre de l'Europe qu'elle ait une âme ?

NATHALIE LOISEAU : Il faut lui en donner une, mais ça ne vient pas par le haut. Cela ne se décrète pas dans une salle de Conseil. L'âme de l'Europe, ce sont ses citoyens qui la font vivre. Jean Monnet l'avait dit : « Si c'était à recommencer, je commencerais par la culture. » Il existe un certain nombre de projets européens en matière de culture, mais il faut faire bien davantage. Et je parle de cultures au pluriel, la pluralité des cultures européennes elles-mêmes, mais aussi le caractère de notre continent qui accueille des cultures du monde entier et leur offre une caisse de résonance. J'étais très fière que le président de la République ait choisi comme représentante personnelle pour la francophonie Leila Slimani qui est franco-marocaine. Nous partageons la langue française avec une grande partie du monde. Ce n'est pas une vision rétrécie, racornie, de notre identité culturelle. Quand nous parlons d'identité européenne, il faut faire attention au nombre de manipulations qui peuvent se cacher derrière l'évocation de ce concept. Quand on dit identité, âme, culture européenne, n'oublions jamais le pluriel.